



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES
ET SOCIALES**

Numéro 6

Juillet – Décembre 2017

Dr. Mohamed MOTEA

Docteur en Histoire moderne et contemporaine

mohamot@live.fr

**Le système fiscal au Maroc pendant la période du protectorat :
le cas des impôts directs**

**The Moroccan fiscal system during the Protectorate:
direct taxes case.**

Résumé

A la veille du Protectorat, le Maroc disposait un système fiscale hétérogène et assez peu performant. Il comportait plusieurs catégories : les anciens impôts coraniques, les droits de portes, les droits de marchés, les droits de places et de ventes, les droits de douanes, l'impôt sur les propriétés bâties, l'impôt sur les commerces, les droits d'enregistrement et droit de timbre ; chacune de ces catégories était le témoin d'une étape particulière de l'évolution du pays au cours du siècle précédent.

Dès l'installation du Protectorat, les fiscalistes de la Résidence Générale procédèrent au remodelage de cet ensemble fiscal par la mise en place d'une fiscalité cohérente et harmonieuse conforme aux besoins d'un Etat moderne en aménageant, dans la mesure du possible, les divers éléments qui le constituaient ; compte tenu des nouvelles conjonctures économiques et politiques que connaissait le monde capitaliste, en l'occurrence le monde

européen. D'autres éléments fiscaux furent créés pour couvrir les dépenses nécessaires au développement économique et social. Ainsi, le nouveau système fiscal marocain se caractérisait dans son ensemble par la modération de son assiette comparée au revenu national et par la prédominance des impôts directs par rapport aux impôts directs. En ce qui concerne les impôts directs, comme *le tertib*, les patentes et les suppléments sur les patentes, les prélèvements et salaires leurs rendements étaient marqués par l'irrégularité dans le temps, enregistrant une nette évolution notamment après la deuxième Guerre mondiale.

Mots clé : système fiscal – impôt direct – Protectorat - Tertib

Abstract

At the beginning of the protectorate, Morocco had a heterogeneous fiscal system, but not extremely performant, consisted of many categories. The ancient Koranic taxes, taxes to enter, the market taxes, the place and sell taxes, building properties taxes, the tried taxes, the stamp and registration taxes. All these taxes signified the particular evolution of the country during the last century. As soon as the Protectorate has been set, the general residential homestead Fiscalists proceeded to the reforming and placing a coherent and harmonious fiscal system responding to the needs of the modern state, since the global capitalist had known new economic and situation policies, especially the European global. Other kinds of taxes were created to cover the necessary costs for the economic and social development. Thus, moderation and predomination of indirect taxes characterized the Moroccan fiscal system during the Protectorate. On the other hand, direct taxes, such as "Tertib", the trading taxes, supplement-trading taxes, compensatory of services and salaries, though, their yield was marked by irregularity in time, recorded a clear evolution especially after the Second World War.

Keywords : fiscal system - direct taxes – protectorate - Tertib

Introduction

Dans le domaine de la fiscalité, comme dans beaucoup d'autres, le Protectorat français a eu affaire au Maroc à un système déjà existant, hétérogène et assez peu performant (efficient), avec lequel il a dû composer mais qu'il a pu compléter afin de le rendre conforme au besoin d'un Etat moderne, en aménageant, dans la mesure du possible, les divers éléments qui le constituaient. A l'aboutissement, notamment au cours des années 1950, la Résidence générale parvenait à constituer un dispositif fiscal : il s'agissait essentiellement de créer un système qui, loin de décourager l'investisseur, favorisât au maximum l'apport des capitaux nécessaires à la mise en valeur du pays. Le problème qui se pose alors est celui de savoir si, à vouloir à toute force favoriser les uns, l'essentiel de la charge fiscale n'a pas été transférée sur les autres. Autrement dit, est ce que le système ainsi mis en place respectait l'impératif d'un minimum de justice fiscale : le contribuable Marocain ne payait-il pas pour les Européens, et dans les deux cas les moins riches pour les plus riches ?

1. La fiscalité marocaine en 1912

La fiscalité marocaine comportait en, 1912, plusieurs catégories successives dont chacune était le témoin d'une étape particulière de l'évolution du pays au cours du siècle précédent. Tout d'abord, les anciens impôts coraniques, à savoir l'*achour*, le *zakat*, les droits de porte (tenant lieu de droits d'octroi, perçus par charge d'animal à l'entrée et à la sortie des villes), les droits de marchés, droits de place et de vente. Ensuite, les impôts perçus en applications des accords commerciaux conclus entre le Maroc et les puissances occidentales (droits de douane dont le taux avait été fixé à 10% par le traité hispano-marocain de 1799, puis porté à 12,5% par l'article 66 de l'acte d'Algésiras conclu en 1906. Enfin, les impôts prévus par ce dernier Acte : l'impôt sur les propriétés bâties (art.61), impôt sur les commerces(art.64), droits d'enregistrement et droits de timbre (art.65).

2 – Les modifications apportées au système fiscal sous le régime du Protectorat et ses modalités d'applications

Dès l'installation du Protectorat, les fiscalistes de la Résidence Générale ont constaté que le système fiscal marocain est peu efficace compte tenu des nouvelles conjonctures économiques et politiques du monde capitaliste, en l'occurrence le monde européen. Loin de trouver une table rase, le Protectorat a procédé au remodelage de cet ensemble par la mise en place d'une nouvelle fiscalité cohérente et harmonieuse (comme le voyaient les fiscalistes de la Résidence), bien entendu dans le sens d'un accroissement des charges, rendu indispensable par la modernisation du pays. L'application de ce processus s'est réalisée en plusieurs étapes : de 1912 à 1920 furent réglementés les impôts prévus par l'acte d'Algésiras et fut mis sur pied un appareil fiscal aussi simple que possible. Furent ainsi créés ou modifiés : en 1915 et 1916, le *tertib*, les droits d'enregistrement et les taxes intérieures de consommation sur les alcools et les sucres. Les droits de timbre furent institués en 1917 et la taxe urbaine prévue par l'Acte d'Algésiras, en 1918 ; l'impôt des patentes furent créés en 1920, ainsi qu'un impôt sur les plus values perçu en même temps que les droits d'enregistrement. Entre 1920 et 1928, les impôts existants furent améliorés. Les taxes furent étendues à de nouveaux produits, notamment aux hydrocarbures en 1926. Autres ressources accessoires furent créées comme la taxe de licence des débits de boissons en 1924, la taxe de vérification des poids et mesures, et les droits de garantie en 1925 ; et en 1927 la taxe d'habitation.

L'incident de la Deuxième guerre mondiale provoqua des effets considérables sur le rendement des impôts : en particulier, celui des droits de douane et des taxes intérieures de consommation fléchit (- 30% en francs constants pour les droits de douane entre 1940 et 1944, pendant que le rendement de la taxe sur les sucres était divisée par 5,5 pendant la même période) au point qu'il fallut recourir à la création d'impôts directs : prélèvement sur les traitements et salaires en 1939, taxe de compensation familiale, supplément à l'impôts des patentes en 1941, contribution extraordinaire et prélèvements sur les excédents de bénéfices en 1944. (Georges Hatton, 2009).

Après 1945, les impôts exceptionnels du temps de la guerre furent supprimés, à l'exception du prélèvement sur les traitements et salaires; par ailleurs, le supplément à l'impôt sur les patentes et la taxe de compensation familiale furent consolidés. Enfin, pour assainir les finances municipales, on institua une taxe sur les transactions en 1949 qui permit de supprimer les anciens droits de porte.

3- Le système fiscal marocain vers la fin du Protectorat français

Pendant les dernières années du Protectorat, particulièrement en 1956, le système fiscal marocain apparaissait fondé essentiellement sur les impôts indirects : ils représentaient 66% des recettes fiscales dont 43% des droits de douane, 13% des taxes intérieures de consommation, et 10% des droits d'enregistrement et timbre. En ce qui concerne les impôts directs, ils étaient représentés par le *tertib*, impôt agricole, le supplément à la patente, et le prélèvement sur les traitements et salaires. Ce système fiscal était marqué par deux caractéristiques : d'une part sa modération (5% du revenu national : ni impôt sur les valeurs mobilières, ni impôt général sur les revenus, ni droits de succession n'ont été institués) ; d'autre part la prédominance des impôts indirects sur les impôts directs.

4- Les impôts directs : le *tertib*

Le *tertib* est un impôt foncier sur les revenus agricoles, assis sur les récoltes annuelles, sur les arbres fruitiers et sur le cheptel, et basé sur la déclaration faite par les contribuables de leurs biens imposables. Il a été institué au Maroc bien avant le Protectorat, remontant à la période du Sultant Moulay Abdelaziz.

A- Le fonctionnement et le recouvrement du *tertib*

Au cours du Protectorat, les fiscalistes de la Résidence Générale avaient extrêmement simplifié le fonctionnement du *tertib* afin d'aboutir à un rendement plus performant ; celui-ci s'appliquait comme suit :

- Pour ce qui concernait les agriculteurs marocains : leurs déclarations étaient reçues par des commissions composées, sous la surveillance des autorités de contrôle, du Caïd de la tribu, du *chèk* de la fraction, de notable et d'un *Adel*. Ces déclarations portaient sur la nature de l'ensemencement et les superficies semencées. Au vu de ces déclarations, les contrôleurs du *tertib* effectuaient le maximum des vérifications sur place. Ensuite, des commissions composées de la même façon que celles qui recevaient les déclarations, évaluaient les rendements ; quant aux parcelles, elles étaient classées chacune dans une des catégories du tarif. Enfin, le service central des impôts directs à Rabat effectuait la liquidation. Le recouvrement de ce type d'impôt que les agriculteurs marocains devaient payer était effectué depuis 1927 : dans les régions civiles par les autorités de contrôle, dans les autres par les *Caïds*. Les agriculteurs marocains payaient, en plus, des centimes à raison de 10% au profit des sociétés indigènes de prévoyance, et autant pour rémunérer les Caïds et les Chiouks : 6% pour les premiers et 4% pour les seconds. Les agriculteurs européens payaient également le supplément de 10%, mais celui-ci était ristourné aux Chambres d'agriculture et aux Chambres mixtes de commerce et de l'agriculture pour leurs frais de fonctionnement.

Pour ce qui était des étrangers non français, leurs déclarations étaient déposées auprès des autorités de contrôle ou de la perception, à l'exception des ressortissants des Etats-Unis qui les déposaient auprès de leur Consulat, habilité à recevoir les avis des impôts et à recouvrer les sommes dues, en vertu des privilèges capitulaires dont ils se prévalaient.

B- Le rendement du *tertib*

Le rendement du *tertib* pendant la période du Protectorat était caractérisé par l'irrégularité, notamment à partir de 1920 comme le montre le tableau suivant :

Le rendement du *tertib* entre 1920 et 1956 en millions de francs courants

Années	Valeur
1920	70
1930	86
1935	63

1944	659
1945	364
1947	1 797
1955	4 667
1956	6 103

Source : tableau fait par nos soins à partir des données notées par Georges Hatton, op.cit., p.139.

Cette irrégularité peut s'expliquer d'une part par les variations considérables des produits agricoles en fonction des conditions climatiques, comme le montre la sécheresse historique de 1945 ; d'autre part par la pacification du Maroc qui a été encore récente (les chiffres des années 1920, 1930 et 1935), ce qui traduit peut être plus d'indulgence de la part du Protectorat par rapport aux années ultérieures.

B- Les avantages et les inconvénients du *tertib*

a) Les avantages

Le *tertib* présentait à l'époque du Protectorat des avantages de simplicité et de souplesse, de justice également dans la mesure où le contribuable avait la possibilité d'exposer son point de vue en présence des autorités et de la communauté. En ce sens, nous présentons deux attitudes de complaisance :

- François Pietri (directeur général des Finances du Protectorat et principal promoteur du *tertib* rénové) déclarait en 1917 « j'ai la plus vive admiration professionnelle pour le *tertib* et je le considère comme un monument fiscal d'une rare perfection faisant le plus grand honneur à ce qui l'ont construit...Le *tertib* est un compromis extrêmement judicieux entre le système de l'impôt foncier français et le type ultra-moderne des impôts sur la déclaration. Le contribuable et le fisc, au lieu de s'éviter par principe, et de se combattre par nécessité collaborent... » (René Marchal, 1948)

- Jacques Berque dans son ouvrage, *Le Maroc entre les deux guerres*, Paris, seuil 1962, p.242 écrit « C'est un impôt sur le rendement agricole, institué dès avant le Protectorat. En deux tournées annuelles, un agent spécialisé procède au recensement des cultures et du troupeau, avec la collaboration de *jmaa*. Son assiette est donc aussi équitable,

et les données qui en sortent aussi sûres que l'on peut l'escompter pour le pays et l'époque ».

b)- les inconvénients du *tertib*

Certes, le *tertib* présentait certains avantages au cours du Protectorat mais il présentait également des inconvénients ; car il était un impôt insupportable et non équitable :

- impôt insupportable : le *tertib* pesait sur le revenu brut, sans abattement pour la charge de chaque famille et dont le taux était le même de 5% quelle que fut la taille de la parcelle, que celle-ci suffit tout juste aux besoins de la famille ou elle dégagait un surplus alloué à la commercialisation ; toutefois, les cultures dont les rendements étaient très faibles étaient exonérées. En ce sens, on peut dire que le *tertib* présentait une lourde charge pour les contribuables, comme le précise une note de la Direction des Finances du 21 novembre 1951 « l'impôt agricole (*tertib*) est dans l'ensemble plus lourd qu'en France...Les études comparatives qui ont été faites ont établi qu'à rendement égal(de 15 à 20 quintaux à l'hectare pour les cultures de céréales, de 8 à 10 quintaux à l'hectare pour les légumineuses), la cotisation réclamée au contribuable marocain au titre du seul *tertib* équivaut à l'ensembles des impôts frappant l'agriculteur métropolitain » (Georges Hatton, 2009). Le *tertib* était donc un impôt insupportable pour les Européens comme pour les Marocains. Cela amenait l'Etablissement fiscal de la Résidence à appliquer des dégrèvements dans les années 1950 en faveur des agriculteurs européens, et de ceux, parmi les marocains qui pratiquaient des modes d'exploitations modernes. En réalité, ces abattements leur avaient été consenti pour faire face à l'endettement souvent important qu'avaient entraîné les investissements qu'ils avaient réalisé et d'inciter les agriculteurs marocains à adopter des méthodes modernes d'exploitation.

- impôt non équitable : à ce propos allons approcher sa répartition entre les contribuables ; en d'autres termes, le *tertib* était-il réparti de façon satisfaisante entre Marocains et Européens ? Ou bien les fellahs étaient-ils réduits à n'être que des « tax payers », comme le pensait l'économiste américain Charles S. Stewart. Pour répondre à ces questions nous faisons appel aux conclusions de Georges Hatton et d'Albert Ayache car elles sont tirées de *l'annuaire statistique du Maroc* de l'année 1952. La contribution, pour la même année, des Marocains était de 4 milliards de francs, celle des Européens de 593

millions, soit sept fois inférieure. En terme de pourcentage de la production, Ayache conclut que la contribution des marocains représente 2,5% de la production de ce secteur, contre 2,1% pour l'agriculture européenne (Albert Ayache, 1956), et donc les Marocains paient proportionnellement beaucoup plus que les Européens. Par contre, Georges Hatton constate, à cet égard, que la différence entre les deux chiffres est relativement faible, compte tenu de l'imprécision des chiffres utilisées surtout en ce qui concernait l'agriculture marocaine. Et dans tous les cas, les chiffres de 2,5% et 2,1% restent inférieurs au 5% de la production que devait apporter le *tertib*.

5- Les impôts directs : les patentes et les suppléments sur la patente

Pour satisfaire les besoins financiers grandissants du Maroc il parut nécessaire pour le Protectorat en 1920 de taxer, après les revenus agricoles, ceux tirés du commerce et de l'industrie; comme l'avait prévu l'article 94 de l'Acte d'Algésiras « la création des taxes sur certains commerces, industries et professions ».

A- L'impôt des patentes

Cet impôt, créé en 1920, comportait une taxe fixe fondée sur la nature de la profession et sur le lieu où elle était exercée, une taxe variable établie sur le nombre des employés ou l'importance du chiffre d'affaires, et une taxe professionnelle fondée sur la valeur locative des établissements où la profession était exercée ; il frappait toute personne physique ou morale exerçant une profession, une industrie ou un commerce. Son rendement au Maroc, selon une étude comparative réalisée en 1952 concernant des entreprises de même nature et de même importance, était entre huit et vingt fois moins élevé qu'en métropole (Georges Hatton, 2009). C'est ainsi qu'un fabricant de produits chimiques vendant en gros, employant 90 personnes, exerçant dans un local dont la valeur locative était de 519 300 francs, payait à Casablanca une patente de 126 000 francs ; alors qu'à Marseille elle aurait été de 1 028 810 francs. Autre exemple : un fabricant d'engrais à Casablanca, employant 18 salariés et dont la valeur locative des locaux atteignait 415 400 francs, payait une patente de 36 500 francs en 1949 ; par contre à Marseille, elle se serait élevée à 794 030 francs.

B – Le supplément à la patente

Le supplément à la patente constituait un élément dynamique de la fiscalité marocaine à l'époque du Protectorat, créée en 1941 et frappait l'activité industrielle et commerciale, en taxant les bénéfices réalisés ; Son taux qui était de 15% du bénéfice net fut aménagé à plusieurs reprises pour favoriser les sociétés et inciter les milieux d'affaires à créer des nouvelles entreprises. Le supplément à la patente correspondait à la fois à la taxe proportionnelle française sur les revenus professionnels des personnes physiques et à l'impôt sur les sociétés. Il s'appliquait le plus souvent à des bénéfices forfaitaires établis à partir de coefficients particuliers à chaque secteur d'activité.

Quant au rendement de cet impôt, il a connu une progression rapide après la deuxième Guerre mondiale, comme l'indique le tableau suivant :

Le rendement du supplément sur les patentes entre 1945 et 1956
en millions de francs courants

Années	Valeur
1945	351
1947	1 126
1954	8 409
1956	9 704

Source : Georges Hatton, op.cit., p.143.

La comparaison de ce type d'impôt avec le système pratiqué à l'époque en France fait apparaître deux remarques importantes : la première, c'est que les taux pour les personnes physiques diffèrent assez peu (15% et 18%). De plus, l'impôt marocain ne comportait aucune déduction pour charge de famille et s'appliquait dès que le bénéfice atteignait 1 50 000 francs. La deuxième concerne les sociétés : le taux était de 35% en France, mais le régime des formations des sociétés était nettement plus lourd que l'impôt métropolitain correspondant (les sur les biens en nature, inexistants en France, pouvaient s'élever jusqu'à 3,5%).

6- Les impôts directs : le prélèvement sur les traitements et salaires

Le prélèvement sur les traitements et salaires est un impôt qui frappait le montant net des rémunérations perçues, au delà d'un certain niveau annuel, qui, dans l'état de la Réglementation applicable à partir du 1^{er} janvier 1954, était fixé à 300 000 francs ; son recouvrement se faisait par les employeurs. L'institution de cet impôt au Maroc remonte au 1^{er} janvier 1940 par le dahir du 30 octobre 1939, pour faire face à des dépenses colossales entraînées par la deuxième Guerre mondiale, et modifié par la suite à maintes reprises. A l'origine, son taux avait été fixé à 10%. Mais, à partir de 1954, il est décidé d'atténuer son caractère exclusivement proportionnel qui le rendait beaucoup plus léger que les revenus auxquels il s'appliquait étaient plus élevés, et d'introduire une augmentation progressive pour les revenus les plus élevés (12% jusqu'à 3 600 000 francs, ensuite 14%). Cependant, le taux traditionnel continuait à s'appliquer de 600 001 à 2 100 000 francs ; et entre le minimum imposable (300 000 francs) et 600 000 francs le taux était réduit à 5%.

En ce qui concerne le rendement de cet impôt, il a connu une augmentation rapide depuis sa création, comme le confirme le tableau suivant :

Le rendement du prélèvement sur les traitements et salaires en million de francs courants entre 1940 et 1956

Années	Valeur
1940	20,7
1944	98,5
1947	576,7
1954	1 662,0
1955	1 846,0
1956	2 337,0

Source: Georges Hatton, op. cit., p. 145 ;

En fait, cette augmentation révèle la rapidité du développement de l'économie moderne, et, par voie de conséquence, administratif, connu par le Maroc pendant les dernières années du Protectorat. L'essentiel de cette augmentation était acquise entre 1940 et 1947, c'est à dire

au cours des années de guerre et durant l'immédiat après guerre, puisque le rendement de ces seules sept années est passé de 20,7 à 576,7 millions de francs courants. Néanmoins, le prélèvement sur les salaires ne représente que 12% du total des impôts directs et 4% de l'ensemble des recettes durant les dernières années du Protectorat ; donc ce type de prélèvement ne comptait parmi les principales de L'Etat chérifien.

7-Autres impôts directs

Des autres impôts directs existaient également sous le régime Protectorat français méritent d'être notés, bien que leurs rendements étaient très faibles: la taxe urbaine, créée par l'at.61 de l'acte d'Algésiras dont le taux était de 4% de la valeur locative; la taxe d'habitation, assise sur la valeur locative des pièces occupées; la taxe de licence sur les débits de boisson; la taxe de vérification des poids et mesures; et les prestations, substituées en 1924 aux anciens corvées qui frappaient uniquement les Marocains. Cette dernière taxe était due par tous les hommes majeurs, chefs de famille ou d'exploitation. Les Marocains pouvaient s'en acquitter par des travaux en natures. Les commerçants patentés, les militaires, certains fonctionnaires étaient exemptés.

Conclusion

Le système fiscal marocain à l'époque du Protectorat était un système complexe regroupant à la fois des impôts remontant à la période précoloniale et coloniale, ce qui signifie que les fiscalistes du Protectorat n'ont pas fait une table rase en matière fiscale. Ils étaient alloués aux dépenses de l'Etat chérifien, notamment les dépenses d'équipements, de fonctionnements et sociales. De nombreuses critiques, du côté de l'administration fiscale métropolitaine, ont été portées sur le système du Protectorat relatives à son rendement et à ses composantes, malgré son hétérogénéité. Il s'agit d'une fiscalité dont le poids est modéré, résultant à la fois de la modicité des taux d'imposition pratiqués à cette époque, et surtout des nombreuses lacunes que comportait le catalogue des impôts perçus. En particulier, il n'y avait pas au Maroc ni impôts sur les valeurs mobilières, ni droits de succession, ni impôt général sur le revenu. Cette légèreté fiscale peut s'expliquer également par la situation du Maroc qui était encore un pays neuf ; autrement dit un pays à faible rendement.

L'installation, tôt au Maroc, d'une fiscalité directe inspirée des législations fiscales évoluées, comme le suggérait l'administration métropolitaine, peut arrêter le développement du pays voire compromettre son avenir ; d'autant plus que la population du Maroc comportait deux éléments bien différents quant à leurs niveaux de vie respectifs. D'une part, toute contrainte excessive aboutirait à des résultats iniques et décevants chez la population européenne ; d'autre part, la population marocaine pourrait l'interpréter comme une atteinte aux lois de l'Islam, selon lesquelles l'obligation fiscale est d'essence religieuse. C'est-à-dire que l'administration française ne peut qu'avec doigté et circonspection.

BIBLIOGRAPHIE

- Albert Ayache, *Le Maroc, bilan d'une colonisation*, Paris, Editions sociale, 1956.
- Charles S.Stewart, *the economy of Morroco, 1912-1962*, Harvard, Harvard university Press, 1964.
- Emmanuel Lamy, « Le régime des investissements privés au Maroc », *Revue économique franco-suisse*, n°4, 1953.
- Georges Hatton, « Les enjeux financiers et économiques du Protectorat marocain », 1936-1956, Paris, publications de la société française d'Histoire d'Outre-mer, 2009.
- Jacques Berque, « Le Maghreb entre deux Guerres », Paris, Ed, Seuil, 1962.
- Pierre Guillen, « Les emprunts du Maroc 1902-1904 », Paris, Ed. Richelieu, 1972.
- Pouquier, « La fiscalité et l'économie marocaine », *B.E.S.M* , n° 64, 4^e trimestre, 1954.
- René Marchal, « Précis de la législation financière marocaine », Rabat, 1948.
- Yves Famchon, « Le Maroc, d'Algésiras à la souveraineté économique », Paris, Editions des relations internationales, 1957.